

# Communiqués internationaux du Secrétariat international du PS (1971-1983)

1973

## Communiqué du 08/03/1973 sur le Chili

L'unité populaire chilienne, avec 43,99% des suffrages, sort renforcée des élections générales qui se sont déroulées dimanche dernier, 4 Mars. Les partis de gauche gagnent ainsi 9 sièges de députés et 3 sièges de sénateurs dans un Parlement où les oppositions regroupées (Démocratie chrétienne et Parti National) conservent la majorité simple mais ne conquièrent pas, au Sénat, la majorité des deux tiers qui aurait pu leur permettre une mise en accusation constitutionnelle de Président ALLENDE.

Il est évident qu'il n'est pas question d'établir un parallélisme quelconque entre la situation française et la situation chilienne. Le Chili est un petit pays dont le revenu par tête correspond à celui des pays en voie de développement. L'essentiel de son économie est soumis aux fluctuations du cours mondial du cuivre qui a enregistré au cours des 12 derniers mois une baisse de 30 à 40%, son agriculture est très largement déficitaire. Comment, dès lors, comparer la situation économique et sociale de ce pays avec celle de la France. En fait, le Chili a dû depuis plusieurs mois lutter avec dignité contre un véritable blocus économique, c'est ce que Pablo NERUDA a appelé le Vietnam silencieux. Devant l'attitude des grands trusts, sa monnaie a dû subir une dévaluation de 20%. De plus, le Chili a dû faire face à une intolérable ingérence des intérêts étrangers. En effet, l'expérience chilienne se développe dans un cadre économique particulier caractérisé par une mono-production. Le fait que les Etats-Unis soient le principal acheteur de ces produits donne la mesure de la situation d'assisté dans laquelle se trouve le Chili ?

Cela n'a pas manqué d'entraîner des réactions impérialistes qui se sont notamment manifestées par des publications des documents secrets de l'ITT et par la décision du Tribunal de Paris de prononcer l'embargo sur le suivre chilien à la requête de la Kennecott Copper Corporation. A cela s'ajoute le fait que le Chili ne peut maîtriser le prix de ses matières premières qui est déterminé par les puissances extérieures, et que la situation intérieure se complique de la dépendance traditionnelle de l'économie chilienne en matière d'importation de produits alimentaires et semi finis.

Face à ces attaques concertées portant atteinte à sa souveraineté, le Chili a toujours répondu avec dignité et jamais, malgré les difficultés intérieures entretenues par des puissances extérieures soutenues par des éléments extrémistes de l'intérieur, le gouvernement ALLENDE n'est sorti de la légalité.

Face à une telle convergence, les masses populaires chiliennes ont confirmé leur fidélité au gouvernement d'unité populaire. Ce résultat va permettre au Président ALLENDE d'assurer son mandat jusqu'à son terme légal de 1976. La poussée de gauche au Chili est ainsi confirmée alors que bien des augures estimaient que les difficultés économiques allaient favoriser un raz de marée de droite. C'était ne pas compter avec le peuple chilien qui avait déjà réagi avec une discipline remarquable lors de la grève des patrons en octobre dernier.

Le Parti Socialiste ne peut que se féliciter d'un tel résultat qui démontre la maturité politique du peuple chilien et le crédit du gouvernement présidé par Salvador ALLENDE.

Au travers de l'expérience chilienne se trouve donc posé non seulement l'effort d'un pays pour définir sa voie propre vers un socialisme démocratique, mais encore celui de la lutte des pays en voie de développement pour se libérer de la tutelle économique des pays riches.

Au premier chef le problème qui se trouve posé est celui de la régulation du cours des matières premières et d'une garantie internationales contre les fluctuations du Marché.

Le Parti socialiste regrette que dans les négociations actuellement en cours à Bruxelles, le Gouvernement Français ait maintenu une attitude systématiquement négative et protectionniste sur l'organisation du commerce mondial, sacrifiant à ses intérêts égoïstes l'aide aux pays en voie de développement.

Il rappelle à cet égard que le Programme Socialiste revendique la mise en place de mesures dont le but serait de garantir le pouvoir d'achat à moyen terme des pays sous développés.

Le système à mettre en place devrait comporter :

- des accords mondiaux sur les produits de base, la conclusion des contrats d'achat à long terme, l'organisation et le financement des stocks, etc, dans une étape ultérieure, de tels accords doivent également contenir des règlements sur les produits synthétiques qui sont en concurrence avec les produits de base ;

- la mise en place de préférences tarifaires non discriminatoires pour les produits manufacturés et semi-manufacturés exportés par les pays en voie de développement ;

-la réorganisation du système monétaire international en fonction des besoins des pays producteurs des matières premières.

Soucieux de promouvoir une coopération économique efficace, le gouvernement socialiste demandera aux gouvernements membres des Nations Unies et aux organismes directeurs de la Communauté Economique Européennes d'accepter sans délai la réalisation de l'objectif de l'aide portée à 1% au moins du produit national brut comme le prévoit la résolution adoptée par l'Assemblée Générale des Nations-Unies en 1968.

Le Parti socialiste précise que le calcul de ce 1% doit comprendre uniquement le financement public et le financement à caractère social complètement désintéressé, qui sont les seuls à pouvoir être considérés comme un effort réel d'aide. Par ailleurs, il préconise l'octroi de prêts à faible taux d'intérêt, à long délai de remboursement et comportant un délai suffisant avant le début de celui-ci.

## 1975

### Communiqué du 10/07/1975 sur le Portugal

Il convient de noter, à propos du communiqué du PSP annonçant le départ du gouvernement des ministres socialistes que la cessation de leurs fonctions n'est pas motivée officiellement par les prises de position du NFA concernant la création de commissions révolutionnaires populaires, mais par le non-respect des engagements pris par le Président de la République et le conseil de la Révolution en ce qui concerne « REPUBLICA ».

On pense plus particulièrement au Général CRESPO (ancien commandant au MOZAMBIQUE), au Général FABIAO et aux généraux Vitor ALVES et Melo ANTUNES.

### Communiqué du 29/07/1975 sur l'Algérie

Le Secrétariat International « Tiers-Monde » du Parti Socialiste exprime son indignation face aux attentats perpétrés contre les locaux de l'Amicale des Algériens en Europe.

Le secrétariat international « Tiers Monde » du Parti Socialiste assure l'Amicale des Algériens en Europe et tous les travailleurs algériens en France de son entière solidarité pour le respect de leurs droits, de leur sécurité et contre le racisme.

### Communiqué du 06/08/1975 sur l'Espagne

Le gouvernement français vient de livrer aux autorités franquistes un militant basque au pont de BEOBIE. Cet acte scandaleux survenant après une longue série de complaisances à l'égard du régime franquiste : manœuvres militaires combinées, plaidoyer français pour l'entrée de l'ESPAGNE dans le Marché Commun, arrestations et poursuites sur notre sol par des policiers espagnols de militants basques, confirme la complicité objective du gouvernement français avec le pouvoir de répression et de terreur qui opprime l'Espagne. Cette décision, par laquelle le gouvernement renonce à assurer la vocation traditionnelle de terre d'asile de la FRANCE, ternit l'image de notre pays. Le Parti Socialiste forme une protestation énergique contre ce geste de démission.

### Communiqué du 31/01/1975 sur l'Espagne

Le secrétaire international du P.S.O.E. a été arrêté cette nuit. Depuis 48 heures les moyens de surveillance qui affectent le Secrétariat du P.S.O.E. viennent encore d'être renforcés, laissant présager de nouvelles arrestations. Dans la conjoncture politique de l'ESPAGNE de tels actes relèvent de la Provocation pure et simple et compromettent dès maintenant les chances que cette transition pacifique vers un régime démocratique que le peuple espagnol appelle de tous ses vœux.

Le P.S. en appelle à toutes les formations démocratiques pour qu'elles joignent leurs protestations et obtiennent des actuelles autorités de fait, de l'ESPAGNE, la libération immédiate des responsables socialistes à nouveau victimes de la répression.

### Communiqué du 01/11/1975 sur Israël

Le Bureau de l'Internationale socialiste réuni à BRUXELLES en Novembre 1975 déplore et condamne la résolution incompréhensible et absurde des Nations Unies qui assimile sionisme et racisme.

Cette résolution sans précédent est une attaque politique et idéologique non seulement contre le sionisme, mais aussi contre ISRAEL et les JUIFS.

### Communiqué du 30/11/1975 sur la République dominicaine

Le Bureau de l'Internationale Socialiste réuni à BRUXELLES les 29 et 30 Novembre 1975 condamne l'action entreprise par Monsieur BALAGUER, Président de la République Dominicaine, qui a décrété que certains dirigeants du Parti Révolutionnaire Dominicain, dont son Secrétaire Général Jose Francisco PENA GOMEZ, sont interdits de parole à la radio et à la télévision en REPUBLIQUE DOMINICAINE, que le programme de radio « TRIBUNE DEMOCRATIQUE » dans lequel le Parti Révolutionnaire Dominicain avait la possibilité d'exprimer ses opinions, est supprimé et que la radio et la télévision ne diffusent plus d'information concernant le Parti Révolutionnaire Dominicain. Le Bureau proteste énergiquement contre cette nouvelle violation des droits humains et des libertés civiles en REPUBLIQUE DOMINICAINE.

## 1976

### Communiqué du 19/05/1976 sur l'Afrique du Sud

Le Parti Socialiste Français exprime son indignation à l'égard de la condamnation à mort de AARON MUCHIMBA et HENDRIK SHIKONGO par le gouvernement raciste de Prétoria. Le Parti Socialiste Français, au nom des principes humanitaires et de solidarité internationale, exige la vie sauve pour ces deux patriotes namibiens.

### Communiqué du 01/06/1976 sur la RFA

François MITTERRAND a pris l'initiative de créer un comité pour la défense des droits civiques et professionnels en ALLEMAGNE FEDERALE.

### Communiqué du 09/07/1976 sur l'Argentine

Monsieur MARTINEZ DE HOZ, Ministre de l'Économie du Gouvernement militaire argentin, doit être reçu à PARIS par Monsieur SAUVAGNARGUES et BARRE les 10, 11 et 12 Juillet prochains. Le but de sa visite est d'obtenir du gouvernement français une renégociation de la dette extérieure argentine et de nouveaux crédits et investissements,

Monsieur MARTINEZ DE HOZ, considérable propriétaire terrien et membre des conseils d'administration des plus grandes firmes argentines, a précisé clairement sa politique économique : blocage des salaires, libération des prix, licenciements massifs dans les secteurs publics, aide aux entreprises multinationales, interdiction des revendications salariales considérées comme "guérilla industrielle", 300.000 lieux de travail déclarés d'intérêt militaire etc... Cette politique économique suppose, pour être appliquée, l'instauration d'un régime de terreur. C'est celui que la junte tente d'instaurer en ARGENTINE malgré la résistance populaire. En outre, l'évolution de l'économie chilienne démontre qu'une telle Politique - parce qu'elle diminue brutalement la consommation de masse - n'a aucune chance de déboucher sur un équilibre.

Recevoir le Ministre des Finances de la Junte, c'est de la part des autorités françaises, accepter les assassinats des 3 A (police parallèle), la suppression des libertés, l'officialisation de la terreur. Le gouvernement français choisit curieusement ses partenaires : après l'IRAN, le BRÉSIL et l'AFRIQUE du SUD, l'ARGENTINE.

### Communiqué du 08/09/1976 sur le Liban

Abbas KHALAF, Vice-Président du PARTI SOCIALISTE LIBANAIS, a été reçu au siège du PARTI SOCIALISTE par Lionel JOSPIN, Secrétaire National au TIERS MONDE. M. KHALAF était porteur d'un message de KAMAL JOUMBLATT à François MITTERRAND.

### Communiqué du 30/09/1976 sur la Yougoslavie

Le PARTI SOCIALISTE a reçu une délégation de femmes yougoslaves comprenant Madame RUBENA, Présidente de la Conférence des activités sociales en MACEDOINE, membre de la Présidence de la Conférence

yougoslave, Madame TAKEVA, membre du Conseil de la République de SLOVANIE. Monsieur Lionel JOSPIN, Secrétaire national, a accueilli la délégation, qui s'est ensuite entretenue avec la commission nationale "Action Féminine".

Les entretiens ont porté sur la situation des femmes dans les partis, l'emploi et l'autogestion en YOUGOSLAVIE. Madame VITALIC, du Service de rédaction de l'ambassade de la République Socialiste Fédérative de YOUGOSLAVIE, assurait avec compétence l'interprétariat.

### Communiqué du 06/10/1976 sur l'Italie

François MITTERRAND accompagné de Robert PONTILLON a longuement reçu ce mercredi 6 Octobre, Bettino CRAXI, Secrétaire Général du Parti Socialiste Italien

François MITTERRAND a exprimé son soutien à la politique poursuivie par le P.S.I. et son entière confiance à son nouveau Secrétaire Général, Bettino CRAXI, dans l'œuvre de rénovation qu'il a entreprise.

### Communiqué du 27/10/1976 sur l'Espagne

DECLARATION DU SECRETARIAT INTERNATIONAL REPRIS PAR LES ELUS SOCIALISTES DU CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS A L'OCCASION DE LA VISITE DU ROI D'Espagne  
Au moment où Monsieur GISCARD d'ESTAING accueille le Roi d'Espagne, le Parti Socialiste, quant à lui, tient à témoigner sa sympathie et sa solidarité au peuple d'Espagne.

### Communiqué du 2/12/1976 sur le Pérou

Le secrétariat du PARTI SOCIALISTE proteste contre l'arrestation des dirigeants de la Fédération des Mineurs du PEROU et de leurs avocats.

Solidaire des travailleurs péruviens dans leur lutte pour l'indépendance des syndicats et de la défense des libertés démocratiques et exige la libération immédiate des militants syndicalistes et des avocats emprisonnés.

## 1977

### Communiqué du 21/01/1977 sur l'Algérie

Le groupe de travail FLN-PS consacré aux questions du nouvel ordre économique international, dont la création avait été décidée lors de la visite de François MITTERRAND à Alger en février 1976, a tenu sa première session à Paris, au siège du Parti Socialiste, le 20 et le 21 janvier. Les deux délégations étaient conduites par Belkacem NABI, Conseiller à a Présidence, et Lionel JOSPIN, Secrétaire national au Tiers-Monde du Parti Socialiste.

### Communiqué du 15/03/1977 sur la Tchécoslovaquie

Robert Pontillon, Secrétaire National chargé des Relations Internationales fera déposer une gerbe au nom du Parti Socialiste Français, sur la tombe de Jan PATOKA, l'un des animateurs du Manifeste des 77, qui vient de mourir à Prague.

## 1978

### Communiqué du 21/02/1978 sur le Brésil

Le secrétariat national du Parti Socialiste a reçu une délégation de travaillistes brésiliens conduite par LEONEL BRIZOLA. Cette entrevue fait suite aux conversations qui se sont déroulées entre Messieurs BRIZOLA et Robert PONTILLON lors de la réunion du Bureau de l'I.S. à laquelle le leader brésilien avait été spécialement invité à la demande, notamment des socialistes français. Il a été décidé de maintenir avec le mouvement d'opinion que représente Monsieur BRIZOLA, des échanges permanents d'information en vue de renforcer les relations déjà existantes. Le Parti Socialiste espère par ce moyen appuyer tout processus de démocratisation authentique du Brésil et dans un premier temps la promulgation d'une large amnistie pour tous les persécutés politiques.

## Communiqué 15/03/1978 Amérique latine

Une fois encore, la dictature militaire argentine a frappé. Une mutinerie, qui n'est sans doute qu'une provocation, a été le prétexte d'une tuerie : 46 personnes sont mortes, 72 ont été blessées. On peut craindre la multiplication de tels crimes, seule méthode que connaisse le pouvoir pour vider les prisons de leurs détenus politiques. Le Secrétariat Tiers Monde du Parti socialiste exprime son indignation devant ce massacre, il assure les familles des victimes de sa douloureuse sympathie et il réaffirme sa solidarité avec le peuple argentin dans sa lutte pour la liberté.

Le 15 mars 1978.

## Communiqué du 03/08/1978 sur les Territoires Palestiniens

A quelques jours d'intervalle, deux agressions ont opposé à Paris divers courants engagés dans les conflits du Proche-Orient.

Le Parti Socialiste qui a toujours dénoncé le terrorisme, condamne ces assassinats mais ne veut que faire reculer les chances de la paix au Proche-Orient. Il demande que toute la lumière soit faite sur ces différents attentats qui ont entraîné notamment la mort d'un policier français dans des circonstances inacceptables.

Notre pays doit être une terre d'accueil et favoriser les contacts entre toutes les parties. Il ne doit pas devenir le champ clos de rivalités meurtrières.

## Communiqué du 05/10/1978 sur la Tunisie

Le parti socialiste a appris avec stupeur les peines de mort requises contre les syndicalistes tunisiens sur la base d'un procès qui n'a rien prouvé à l'encontre des accusés.

## Communiqué du 13/11/1978 sur l'Iran

L'arrestation de M. Karim SANDJABI, Secrétaire général du Front National, que François MITTERRAND avait reçu au siège du Parti Socialiste juste avant son départ pour Téhéran, et du porte-parole du Front, Darius FARHOUAR, démontrent que la nature répressive du régime iranien demeure malgré les déclarations publiques du Shah et de son premier ministre. L'interdiction faite aux principaux dirigeants de l'opposition de s'exprimer n'est pas de nature à ramener la paix civile en Iran.

Le Parti socialiste proteste contre ces arrestations injustifiées, exige la libération immédiate de Mrs SANDJABI et FARHOUAR ainsi que de tous les prisonniers politiques en Iran. Il continuera d'alerter l'opinion internationale et d'apporter son soutien au peuple iranien dans son combat pour la démocratie.

## 1979

### Communiqué du 12/04/1979 sur le Maroc

L'arrestation de plus de 600 personnes révèle une fois de plus le caractère répressif du régime marocain et les atteintes constantes aux libertés syndicales et politiques dans ce pays.

### Communiqué du 27/09/1979 sur Divers

Lionel JOSPIN, Secrétaire National chargé des Relations Internationales, représentera le PS français dans le Groupe de travail de l'Internationale Socialiste sur le Désarmement qui doit se rendre à Moscou du 30 septembre au 4 Octobre. Le groupe, présidé par l'ex-premier Ministre de Finlande, Kalevi SORSA, répond ainsi à l'invitation du Parti Communiste d'Union Soviétique et du gouvernement de l'URSS pour des conversations sur les problèmes de désarmement et contrôle des armes. Il s'agit de la première visite jamais réalisée par une délégation de l'Internationale Socialiste en Union Soviétique. Le groupe de travail a déjà été reçu à Washington au Secrétariat du Mouvement des Non-Alignés et à celui des Nations-Unies à New-York.

## Communiqué du 25/10/1979 sur la République centrale

Depuis le vendredi 19 octobre, l'entrée du domicile de M. PATASSE à Bangui est gardée par des militaires centrafricains, le plaçant pratiquement en résidence surveillée. Venant après la décision prise par David DACKO de mettre fin aux négociations avec les leaders de l'opposition démocratique, cette mesure arbitraire montre avec quel mépris le gouvernement mis en place par les troupes françaises traite les forces politiques et l'opinion publique centrafricaine.

Le Parti Socialiste exige que toute liberté d'expression et d'action soit rendue à M. PATASSE comme à tout citoyen centrafricain.

## Communiqué du 25/10/1979 sur le Pakistan

Le Parti Socialiste regrette le nouvel « ajournement » par le Général ZIA UL HAQ des élections générales qui devaient avoir lieu au Pakistan le 17 novembre. Le Parti Socialiste dénonce le renforcement de la dictature dans ce pays : interdiction de toute activité politique, mise en place de tribunaux militaires, occupation de la plupart des locaux de partis par la police, interdiction de journaux d'opposition et arrestation de centaines d'opposants dont Madame BHUTTO et sa fille.

## Communiqué du 25/10/1979 sur le Salvador

Après le Général SOMOZA, c'est le Président dictateur du Salvador, le Général Humberto ROMERO qui a dû abandonner la scène politique. Tous deux avaient atteint des sommets identiques dans la terreur, la répression, la lutte contre les forces populaires; cela étant, les circonstances de leur départ sont totalement différentes.

Le Parti Socialiste français, tout en attendant de connaître concrètement les actions de la nouvelle junte, tient à exprimer sa solidarité aux partis politiques - tel le M.N.R.- et aux organisations populaires qui luttent pour le respect des droits de l'Homme, le rétablissement de la démocratie, les transformations des structures économiques et sociales.

## Communiqué du 08/11/1979 sur la Bolivie

### BOLIVIE

Le nouveau gouvernement issu d'un coup d'Etat n'ayant reçu aucun appui tant intérieur qu'international a dû recourir à la force pour tenter de se stabiliser, n'hésitant même pas à bombarder la population.

Le Parti Socialiste Français s'élève vivement contre la répression dont est victime le peuple bolivien et affirme sa solidarité avec la C.O.B. et les forces progressistes - en particulier l'U.D.P. - dans leur lutte pour le rétablissement d'un régime démocratique.

## Communiqué du 08/11/1979 sur le Sahara Occidental

### SAHARA OCCIDENTAL

Les deux délégations, après une analyse de la situation générale au Sahara occidental insistent sur l'importance du retour définitif à la paix dans la région ; elles dénoncent les risques actuels d'internationalisation du conflit et condamnent, en particulier, les récentes décisions des États-Unis de livraisons massives d'armes au Maroc.

Elles se félicitent de l'accord de paix intervenu le 5 août entre la Mauritanie et le Front Polisario. Elles pensent que la paix dans toute la région ne peut être obtenue que par une solution' négociée avec le Front Polisario. Elles insistent sur le fait qu'aucune solution stable et définitive ne peut être trouvée sans que soient scrupuleusement respectés les droits légitimes du peuple sahraoui reconnus par la Communauté internationale. A cette occasion, le Parti socialiste réaffirme son entière solidarité avec le peuple sahraoui.

## Communiqué du 09/11/1979 sur la France

Le Parti Socialiste proteste contre les difficultés mises par les services du ministère de la Défense à l'application de l'actuel statut des objecteurs de conscience et l'appréciation restrictive qui est faite des textes en vigueur. Il condamne la répression maladroite qui s'exerce d'une manière disproportionnée.

## Communiqué du 15/11/1979 sur le Nicaragua

Devant la vague d'attentats perpétrés contre des responsables sandinistes, le Parti Socialiste Français exprime sa profonde émotion et tient à réaffirmer son soutien à la Junte de Reconstruction Nationale et au Front Sandiniste de Libération Nationale dans leur lutte contre les forces contre-révolutionnaires et pour l'établissement d'un Nicaragua de liberté, de justice et d'indépendance.

Lionel JOSPIN - Secrétaire National aux Relations Internationales.

## Communiqué du 16/11/1979 sur la Bolivie

Le Parti Socialiste Français se félicite de la démission du Colonel NATUSCH BUSCH. La résistance des forces démocratiques boliviennes et internationales qui ont conduit à l'isolement de son régime, l'ont empêché de concrétiser son coup d'Etat.

## Communiqué du 07/12/1979 sur le Cambodge

François MITTERRAND en compagnie de Lionel JOSPIN a rencontré le Prince Norodom SIHANOUK au siège du Parti Socialiste le vendredi 7 décembre.

Dans IRI35, répertorié, ce dernier, comme communiqué du SRI : je crée une nouvelle entrée.

## Communiqué du 17/12/1979 sur la CEE

Didier MOTCHANE ayant déclaré, à la suite du vote intervenu contre le budget de l'assemblée Européenne, qu'il se demandait si la présence des représentants du Parti Socialiste Français au sein du Groupe Socialiste Européen ne comporterait pas plus d'inconvénients que d'avantages, j'indique que cette déclaration n'exprime pas la position du Parti Socialiste.

## 1980

### Communiqué du 22/01/1980 sur l'URSS

En arrêtant et assignant à résidence le physicien Andrei SAKHAROV, Prix Nobel de la Paix, et le représentant le plus connu de ceux qui, en URSS, luttent pour la liberté d'opinion et d'expression, les dirigeants soviétiques montrent qu'ils ne parviennent pas à accepter 62 ans après la Révolution d'Octobre, dans un pays qui se réclame du socialisme, l'expression d'opinions différentes base d'une réelle démocratie politique et pour nous élément fondamental de ce qu'est réellement le socialisme.

### Communiqué du 24/01/1980 sur le Salvador

Au Salvador, l'armée vient une nouvelle fois de démontrer qu'elle n'hésitait pas à massacrer la population pour sauver le pouvoir d'une minorité de privilégiés. Le refus de laisser s'exprimer les partis politiques et organisations représentatives du peuple salvadorien a conduit ce pays à la guerre civile.

### Communiqué du 30/01/1980 sur le Guatemala

Le Parti socialiste français s'élève avec indignation devant le crime commis par la dictature militaire guatémaltèque dans l'enceinte de la mission diplomatique espagnole. Il est intolérable que les Forces Armées pénètrent dans une ambassade contrairement à l'avis de l'Ambassadeur. Le gouvernement guatémaltèque acculé à une répression de plus en plus brutale pour se maintenir au pouvoir bafoue aujourd'hui les règles du droit international et l'extraterritorialité des ambassades. En conséquence, il porte seul l'entière responsabilité du massacre qui a provoqué la mort d'une quarantaine de personnes — paysans quichés et personnel de l'ambassade d'Espagne.

Le Parti socialiste français réaffirme son soutien à la juste cause des paysans du Guatemala, victimes quotidiennes de la brutalité des forces armées et des groupes paramilitaires, et des spoliations de la part des grands propriétaires fonciers. Le Parti socialiste français renouvelle sa solidarité à l'ensemble des forces politiques et syndicales qui combattent cette dictature et luttent pour que le peuple guatémaltèque connaisse la démocratie et la justice.

### Communiqué du 26/02/1980 sur la France

Le Parti Socialiste s'élève contre les conditions de travail scandaleuse des ressortissants turcs employés dans la confection dans le quartier du Sentier. Au mépris de toutes les lois et des droits les plus élémentaires de la personne, ceux-ci font l'objet d'une nouvelle forme d'esclavage, que les pouvoirs publics ont lissé se développer sans intervenir.

Le Parti Socialiste demande que M. Stoléro reçoive d'urgence les représentants de ces travailleurs et qu'il fasse droit à l'ensemble de leurs revendications.

### Communiqué du 04/03/1980 sur le Zimbabwe

Le Parti Socialiste se félicite des résultats obtenus par la ZANU et le Front Patriotique dans son ensemble aux élections législatives du ZIMBABWE et souhaite la mise en place d'un gouvernement regroupant les forces démocratiques de ce pays.

Déclaration du Secrétariat National aux Relations Internationales.

### Communiqué du 26/03/1980 sur le Mali

#### MALI : GRAVES ATTEINTES AUX DROITS DE L'HOMME

Le Parti Socialiste proteste contre la vague de répression qui frappe les étudiants et enseignants maliens, marquée notamment par l'assassinat d'Abdoul Karim Camara, Secrétaire Général de l'Union Nationale des Elèves et Etudiants du Mali, et de dix-sept autres jeunes.

Il demande au gouvernement malien la libération immédiate des quelques trois cent vingt élèves et enseignants arrêtés et le rétablissement des libertés démocratiques.

Lionel JOSPIN

### Communiqué du 31/03/1980 sur le Salvador

#### SALVADOR : LA TUERIE CONTINUE

Cette nouvelle tuerie illustre la stratégie de l'extrême droite qui tente d'empêcher toute évolution démocratique et de préparer l'avènement d'un nouveau régime dictatorial au Salvador.

Le Parti Socialiste condamne avec la plus grande vigueur cette nouvelle intervention de la droite salvadorienne. Il appelle tous les démocrates, qui avaient déjà manifesté leur vive émotion lors de l'assassinat de Monseigneur ROMERO, à exiger des autorités salvadoriennes des mesures concrètes pour sauvegarder les droits de l'homme et à lutter pour le rétablissement de la démocratie au Salvador.

### Communiqué du 11/04/1980 sur le Guatemala

#### REPRESSION ET MEURTRES AU GUATEMALA

L'assassinat de Johnny DAHINTEN, Professeur à la Faculté de Droit, venant après ceux de nombreux étudiants parmi lesquels Marco Antonio URIZAR, Président de l'Association des Etudiants en Lettres, ne peut que révolter tous les démocrates. Le Parti Socialiste appelle une fois de plus au rétablissement de la liberté et à l'instauration de la démocratie au Guatemala.

Il assure les forces démocratiques et progressistes guatémaltèques de son entier soutien.

### Communiqué du 16/04/1980 sur la République centrafricaine

#### DEPORTATIONS EN CENTRAFRIQUE

Le Parti Socialiste exige la libération de tous les militants emprisonnés des organisations politiques centrafricaines.

### Communiqué du 18/04/1980 sur la Tunisie

#### EXECUTIONS EN TUNISIE

Les appels à la clémence venant de toutes parts n'ont pas été entendus. Le Parti Socialiste condamne avec indignation les treize exécutions qui viennent d'intervenir.

Une telle décision, prise au mépris de l'opinion internationale, donne du régime tunisien et de son président une image atroce sans apporter aucune solution au blocage de la vie politique tunisienne. Elle ne peut que produire de nouveaux et douloureux affrontements en Tunisie.

### Communiqué du 18/04/1980 sur la Chine

CONDAMNATIONS A FORMOSE  
Manque.

### Communiqué du 18/04/1980 sur la Tunisie

TUNISIE : UN DEMENTI DU P.S.

Lionel JOSPIN, Secrétaire National aux Relations Internationales du Parti Socialiste, oppose le démenti le plus formel à l'affirmation de l'éditorial de l'Humanité du 18 avril 1980, selon laquelle le Parti Destourien (de Tunisie) serait membre de l'Internationale Socialiste. Seul l'esprit partisan le plus étroit peut expliquer qu'ait été à nouveau reprise avec tant de légèreté cette information mensongère, pourtant déjà démentie de nombreuses fois dans le passé.

### Communiqué du 21/04/1980 sur Taïwan

Le Parti socialiste dénonce fermement la condamnation à la détention à vie de SHIH MING-TEH, Directeur de la publication d'opposition "Formose", et la condamnation à de lourdes peines de prison de 7 de ses camarades. Ces huit personnes avaient été arrêtées après les manifestations en faveur des droits de l'homme à Taïwan organisées par leur revue en décembre 1979.

### Communiqué du 05/05/1980 sur la Corée du Sud

Le Parti qui, en son temps, avait condamné le régime du Président PARK, exprime son inquiétude devant la nouvelle vague de répression actuelle contre les ouvriers et les étudiants en Corée du Sud. De plus, le Parti Socialiste :

- dénonce fermement la condamnation à mort de Lee Jai-moon et de trois de ses camarades, le 2 mai,
- demande la libération du poète Kim Chai-ha, symbole de la résistance au Parkisme, toujours emprisonné,
- exprime son souhait de voir enfin débiter le processus de démocratisation en Corée du Sud.

### Communiqué du 08/05/1980 sur le Guatemala

Communiqué du Secrétariat National aux Relations Internationales.

### Communiqué du 20/05/1980 sur la Corée du Sud

Les craintes exprimées par le Parti Socialiste dans un communiqué du 5 mai se révèlent justifiées après les événements récents de Corée du Sud.

Le Parti Socialiste condamne l'arrestation de M. Kim Daé Jeng et de nombreux opposants politiques, ainsi que l'extension de la loi martiale à tout le pays.

### Communiqué du 03/06/1980 sur la France

Solidarité avec les immigrés

Les conflits récents, -Tures sans papiers, nettoyeurs du métro, que le Parti Socialiste a soutenus -, ont permis de mettre en évidence leurs conditions d'exploitation, l'absence totale de protection juridique, de droits réels d'expression et la précarité de leur statut. Ils ont révélé qu'en dépit de la politique réactionnaire du gouvernement, une réelle combativité et une large solidarité étaient possibles et permettaient d'obtenir des résultats positifs.

Le vote de la loi Bonnet légalise l'arbitraire sur les conditions d'entrée et d'expulsion des étrangers. Le décret Imbert restreint es droits des étudiants étrangers. Le projet de loi d'Ornano, qui doit être débattu pendant l'actuelle session parlementaire, tend à imposer la plus grande précarité dans le statut des résidents de tous les types de foyers : immigrés, jeunes travailleurs, personnes figées... Bafouant le Parlement dont les réserves à l'égard de son projet de loi étaient connues, L. Stoléru prétend imposer par voie de circulaire des mesures ségrégatives et

discriminatoires pour les renouvellements des titres de travail. Ainsi le gouvernement de Valéry Giscard d'Estaing s'efforce d'institutionnaliser ses pratiques répressives.

La nouvelle « semaine de dialogue » organisée par le gouvernement n'est dans ces conditions qu'une imposture.

Le Parti Socialiste mettra tout en œuvre tant au niveau parlementaire qu'au niveau militant, pour faire reculer le gouvernement et pour défendre les libertés de tous - français et immigrés - contre l'ensemble des atteintes dont elles sont l'objet.

Exprimant sa solidarité avec les immigrés, il appelle à une participation massive à la manifestation du samedi 7 juin, à 14 heures, de la Bastille à Notre-Dame.

### Communiqué du 04/06/1980 sur la Bolivie

Bolivie : les attentats se multiplient

En ce sens, le Parti Socialiste demande que toute la lumière soit faite sur l'accident d'avion qui a coûté la vie à trois dirigeants politiques et dont l'unique survivant, Jaime Paz Zamora, dirigeant du MIR et candidat à la Vice-Présidence, avait déjà été victime d'un attentat criminel qui a détruit son domicile.

Devant ces menaces, le Conseil National de Défense de la Démocratie en Bolivie vient de lancer un appel au peuple bolivien et à tous les démocrates pour éviter qu'une dictature militaire vienne empêcher une fois de plus l'instauration de la démocratie.

Le Parti Socialiste rappelle son attachement au déroulement du processus démocratique engagé dans ce pays et à la tenue des élections générales du 29 juin. Il appelle tous les démocrates à manifester leur soutien à un peuple qui aspire à la liberté après tant d'années d'instabilité et de dictature militaire.

### Communiqué du 18/06/1980 sur la CEE

Grâce au vote des socialistes français le rapport Provan sur l'organisation du marché du mouton dans la Communauté a été repoussé par le Parlement Européen.

### Communiqué du 24/06/1980 sur la Bolivie

Les menaces de coup d'Etat militaire qui pèsent sur la vie politique bolivienne depuis plusieurs semaines, les récents événements de Santa-Cruz, sont autant de tentatives pour empêcher le processus démocratique engagé en Bolivie de se poursuivre. Le Parti Socialiste condamne les menées d'une partie des forces armées et de l'extrême droite qui visent à empêcher toute évolution démocratique. Il réaffirme son attachement à ce que ce processus démocratique puisse être mené à son terme et à ce que la volonté populaire soit respectée lors des élections du 29 juin 1980. Il apporte son soutien aux forces populaires qui luttent pour que s'instaure enfin un régime indépendant de paix et de justice sociale dans leur pays.

### Communiqué du 24/06/1980 sur la Bolivie

Les menaces de coup d'Etat militaire qui pèsent sur la vie politique bolivienne depuis plusieurs semaines, les récents événements de Santa-Cruz, sont autant de tentatives pour empêcher le processus démocratique engagé en Bolivie de se poursuivre. Le Parti Socialiste condamne les menées d'une partie des forces armées et de l'extrême droite qui visent à empêcher toute évolution démocratique. Il réaffirme son attachement à ce que ce processus démocratique puisse être mené à son terme et à ce que la volonté populaire soit respectée lors des élections du 29 juin 1980. Il apporte son soutien aux forces populaires qui luttent pour que s'instaure enfin un régime indépendant de paix et de justice sociale dans leur pays.

### Communiqué du 25/06/1980 sur le Honduras

Le dernier massacre - 600 morts - commis par les forces armées salvadoriennes, avec la complicité du gouvernement du Honduras, dans un village proche de la frontière, confirme la politique de terreur menée dans plusieurs pays d'Amérique Centrale. Il s'agit de la part des forces armées salvadoriennes, face à la lutte du peuple pour la liberté et la justice, d'un pas de plus dans la guerre civile.

Nous réaffirmons notre soutien au peuple salvadorien et à ses représentants rassemblés notamment dans le Front Démocratique Révolutionnaire.

## Communiqué du 25/06/1980 sur le Salvador

Le dernier massacre - 600 morts - commis par les forces armées salvadoriennes avec la complicité du gouvernement du Honduras dans un village proche de la frontière confirme la politique de terreur menée dans plusieurs pays d'Amérique Centrale. Il s'agit de la part des forces armées salvadoriennes, face à la lutte du peuple pour la liberté et la justice, d'un pas de plus dans la guerre civile.

## Communiqué du 27/06/1980 sur le Guatemala

Plusieurs organisations politiques, syndicales et humanitaires : le PS, la CGT, la CFDT, la Fédération Protestante, la Cimade et la Fédération Internationale des Droits de l'Homme ont composé une délégation qui s'est rendue le 27 juin 1980 à l'Ambassade du Guatemala.

Les membres de la délégation ont exposé aux responsables de l'Ambassade la très grave préoccupation et l'indignation que leur cause la situation au Guatemala : multiplication des disparitions, refus des libertés individuelles et collectives et en particulier des droits syndicaux, répression et assassinats contre les opposants.

Ils ont demandé des explications sur l'attitude du gouvernement guatémaltèque et exigé des renseignements sur les 24 syndicalistes récemment arrêtés et disparus depuis.

## Communiqué du 30/06/1980 sur la France

L'attentat perpétré contre le siège du MRAP le 26 juin, comme la multiplication de campagnes et de violences à caractère raciste ces dernières semaines, que ce soit dans la banlieue parisienne, le quartier du Marais ou à Foix, prouvent que la vigilance de tous s'impose. Les socialistes, comme ils l'ont toujours fait, dénoncent de tels actes et poursuivront leur lutte contre tous les risques de développement du racisme et pour le respect des droits de l'homme.

## Communiqué du 07/07/1980 sur le Guatemala

La répression et les assassinats politiques se multiplient au Guatemala. La mort de MARCO ANTONIO CACAO, l'un des responsables du PSD, assassiné en pleine ville, dans sa voiture, montre la volonté des forces répressives au pouvoir, d'anéantir par la violence toute force d'opposition.

## Communiqué du 8/07/1980 sur la Corée du Sud

KIM DAE JUNG, représentant le plus populaire de l'opposition libérale en Corée du Sud, doit être traduit prochainement devant un tribunal militaire et encourt la peine de mort pour complot.

Le Parti Socialiste exprime à nouveau son inquiétude alors que des informations alarmantes sont fournies sur les conditions de sa détention. Il dénonce la répression qui se poursuit en Corée du Sud et appelle une nouvelle fois à la démocratisation de ce pays.

## Communiqué du 18/07/1980 sur l'Iran

Droit d'asile

Le Parti Socialiste rappelle qu'il a toujours lutté pour que la France soit une terre d'asile. En son temps, il s'est réjoui que tous les Iraniens victimes du régime du Shah, et l'Imam Khomeiny lui-même, puissent en bénéficier.

Pour les socialistes français, les méthodes de terrorisme international que certaines forces politiques iraniennes tentent d'instaurer, doivent être fermement condamnées.

## Communiqué du 18/07/1980 sur la Bolivie

Le Parti Socialiste condamne fermement le coup d'État militaire qui vient de se dérouler en Bolivie. La volonté délibérée des militaires d'interrompre le processus légal place ce pays dans le même contexte que les pays de dictatures militaires sanglantes du Cône Sud de l'Amérique Latine. La séquestration de la Présidente Lydia Gueiler et de son gouvernement, l'assassinat de plusieurs dirigeants de la COB (Centrale ouvrière bolivienne), les menaces sur la vie de nombreux hommes politiques dont SILES SUAZO, candidat arrivé en tête aux élections présidentielles sont autant de faits inadmissibles face à la volonté du peuple bolivien que s'établisse la démocratie dans son pays.

Il exige le retour des militaires dans les casernes, la libération des membres du gouvernement constitutionnel et l'arrêt de la répression contre le peuple bolivien et les représentants qu'il s'est choisis. Il demande au gouvernement

français de supprimer toute aide en direction de ce pays tant que ne seront pas rétablis le gouvernement légal et le respect du fonctionnement normal des institutions démocratiques.

### Communiqué du 18/07/1980 sur l'Amérique latine

Amérique latine

Le Parti Socialiste apporte son soutien aux forces progressistes boliviennes qui luttent pour l'établissement d'un régime de démocratie, de paix et de justice, et appelle au respect du vote populaire et à la poursuite du processus démocratique.

Il exige le retour des militaires dans les casernes, la libération des membres du gouvernement constitutionnel et l'arrêt de la répression contre le peuple bolivien et les représentants qu'il s'est choisis. Il demande au Gouvernement français de supprimer toute aide en direction de ce pays tant que ne seront pas rétablis le gouvernement légal et le respect du fonctionnement normal des institutions démocratiques.

Lionel JOSPIN, Secrétaire National aux Relations Internationales (18 Juillet 1980)

### Communiqué du 21/07/1980 sur le Chili

La répression de masse prend un nouvel essor au Chili. 600 personnes ont été arrêtées le 18 Juillet et l'action répressive des forces armées se poursuit. Le Parti Socialiste dénonce ces actes de terreur d'Etat qui accompagnent une dégradation générale de la situation en Amérique Latine.

### Communiqué du 22/07/1980 sur la Syrie

Une nouvelle fois, un exilé politique vient d'être assassiné à Paris. Le Parti Socialiste élève une vive protestation contre l'assassinat de Salaheddine BITAR, fondateur du Parti Baas et l'un des dirigeants de l'opposition syrienne. Il demande que tout soit mis en œuvre pour établir les responsabilités de ce crime, et que toutes les mesures soient prises pour protéger la vie des personnalités vivant en France et contrôler plus strictement les agissements des groupes qui les menacent.

### Communiqué du 23/07/1980 sur l'Iran

IRAN : UNE EVOLUTION PREOCCUPANTE

Manque

### Communiqué du 25/07/1980 sur l'URSS

La mort d'Irina KAPLUN, responsable de la publication des syndicats libres en URSS, au moment même où son mari Vladimir BORISSOV arrive en France, expulsé par les autorités soviétiques, ne peut que soulever dans les circonstances actuelles, de graves interrogations.

Le Parti Socialiste demande que toute la lumière soit faite sur les circonstances de la mort d'Irina KAPLUN et que soient assurées les conditions d'une enquête objective.

### Communiqué du 08/08/1980 sur la Tunisie

A la suite de l'information parue dans « Le Monde » du 7 Août 1980 concernant les relations entre le Parti Socialiste Français et le Parti Destourien de Tunisie, le Secrétariat National aux Relations Internationales du Parti Socialiste tient à préciser ce qui suit : C'est à l'initiative du Parti Socialiste Français qu'avaient été distendus les liens existant entre le PSD et le PS, en raison de l'évolution autoritaire du régime. Ces liens ont été rompus à la suite des événements de janvier 1978. Le PSF a noué des relations régulières avec des forces de l'opposition tunisienne et, notamment, avec le Mouvement Populaire dont il a soutenu la demande d'adhésion à l'Internationale Socialiste.

### Communiqué du 27/08/1980 sur l'Uruguay

Le Parti Socialiste est intervenu auprès des autorités uruguayennes pour demander la libération immédiate de José Pedro CARDOSO. Celui-ci, Président du Parti Socialiste uruguayen, a été arrêté arbitrairement le 22 Août à Montevideo et son état de santé suscite les plus vives inquiétudes.

## Communiqué du 29/08/1980 sur la Bolivie

*L'Humanité* du 29 Août 1980, qui reproduit les propos de Maxime Gremetz, contient à l'égard des positions du Parti Socialiste sur le Bolivie des contre-vérités inadmissibles et néfastes à l'intérêt du peuple bolivien.

Comme pour l'ensemble des pays d'Amérique latine soumis à des régimes de dictature militaire, au Chili, en Argentine, au Salvador, au Guatemala, et la liste serait longue, le Parti Socialiste et, en particulier, son Premier Secrétaire, François Mitterrand, continueront de lutter pour que s'instaurent en Bolivie le respect des libertés et des Droits de l'homme, la démocratie et le progrès social.

## Communiqué du 10/09/1980 sur le Chili

Une délégation du Parti Socialiste conduite par Lionel JOSPIN, Secrétaire National aux Relations Internationales, a apporté le soutien et la solidarité des Socialistes à la manifestation organisée par les forces démocratiques chiliennes devant l'Ambassade du Chili le mercredi 10 septembre 1980. Cette manifestation visait à protester contre le plébiscite organisé par PINOCHET pour renforcer la dictature de la junte militaire au Chili.

## Communiqué du 13/09/1980 sur la Turquie

### TURQUIE : LA DEMOCRATIE EN DANGER

La Turquie, qui traverse depuis de longs mois une période de violence politique et de difficultés économiques et sociales graves, subit aujourd'hui, pour la troisième fois en vingt ans, l'intervention de l'armée dans la vie politique. Les auteurs du coup d'Etat ont dissout le Parlement et les partis politiques, interdit des syndicats et arrêté de nombreuses personnalités.

Le Parti Socialiste affirme sa solidarité avec Billent ECEVIT et le Parti Républicain du Peuple, membre de l'Internationale Socialiste, ainsi qu'avec les forces démocratiques et syndicales touchées par la répression. Il rappelle que la Turquie, située au cœur d'une région particulièrement troublée, est liée par un accord d'association avec la Communauté Economique Européenne, et qu'elle est membre du Conseil de l'Europe, ce qui lui impose de respecter les principes démocratiques et les libertés politiques.

Le Parti Socialiste condamne la suppression des institutions démocratiques, et redit sa conviction que le recours à la répression ne pourra en aucun cas résoudre les graves problèmes auxquels le pays est confronté. Il entend lutter pour la restauration des libertés dans ce pays.

## Communiqué du 28/11/1980 sur le Salvador

Les assassinats de Juan Chacon, Humberto Mendoza, Doroteo Hernandez et Enrique Escobar, dirigeants du Front Démocratique Révolutionnaire du Salvador soulèvent la plus vive indignation.

Il tient directement responsable le gouvernement salvadorien, de la vie de plusieurs dirigeants du FDR dont Enrique Alvarez et Manuel Franco, arrêtés jeudi 27 novembre.

Le Parti Socialiste exige leur libération immédiate et réaffirme son entière solidarité avec la lutte du FDR.

## 1981

## Communiqué du 20/01/1981 sur l'Iran

### APRES LA LIBÉRATION DES OTAGES AMERICAINS

La solution pacifique de ce problème ne doit pas faire oublier que la prise d'otages est inacceptable, tant au regard du droit international qu'à celui des principes. Y recourir ne peut qu'aggraver les tensions et accroître les risques du recours à la violence entre les peuples.

Le PS espère que la solution de ce problème, qui pesait lourdement sur la vie politique iranienne, permettra aux Iraniens de débattre plus clairement des objectifs de liberté et de justice pour lesquels ils ont lutté.

## Communiqué du 29/01/1981 sur le Brésil

### LE PS SOLIDAIRE DU PEUPLE BRESILIEN

Après un échange de vue sur la situation politique et syndicale au Brésil, le Parti Socialiste a assuré de sa solidarité active les treize syndicalistes inculpés de Sao Paolo et tout le peuple brésilien qui lutte pour la conquête de ses libertés.

## Communiqué du 30/01/1981 sur l'Argentine

SOLIDARITÉ AVEC LES DEMOCRATES ARGENTINS  
Manque

## Communiqué du 23/02/1981 sur le Salvador

APRES LES DÉCLARATIONS DU GENERAL HAIG

Mais le gouvernement français donne une nouvelle preuve de l'opportunisme qui lui tient lieu de politique étrangère en ce qui concerne le Salvador.

En envoyant en Europe la mission Eagleburger, le Président Reagan entendait faire pression sur les gouvernements occidentaux et sur la CEE. La CEE a résisté, le gouvernement français en a été incapable. Monsieur François-Poncet a déclaré dans cette émission que les positions américaines étaient fondées ; quant à la démocratie et au respect des Droits de l'Homme au Salvador, Haig ayant promis qu'il y veillerait personnellement, cela a suffi pour rassurer le Ministre français des Affaires Etrangères.

Les Socialistes rappellent leur solidarité avec le Front Démocratique Révolutionnaire du Salvador présidé par Umberto Ungo qui est membre de l'Internationale Socialiste.

## Communiqué du 27/02/1981 sur le Chili

A Santiago du Chili la junte militaire poursuit sa dictature sanguinaire.

De tels actes révèlent les méthodes d'intimidation et de terrorisme d'Etat auxquelles continue de se livrer la dictature chilienne.

Le PS français exige, avec tous ceux et celles qui sont attachés au respect des Droits de l'Homme la vie sauve pour les condamnés et la liberté pour JOSEBENADO MEDVINSKY, arrêté depuis juillet 1980.

## Communiqué du 27/02/1981 sur le Salvador

Le problème du SALVADOR est trop sérieux pour prêter à polémique et à falsification d'information par la direction du PC.

Lionel JOSPIN, Premier Secrétaire du PS, le Bureau Exécutif du PS, les parlementaires socialistes européens, que ce soit à Bruxelles, Strasbourg ou Paris, ont constamment réaffirmé leur solidarité avec le Front Démocratique Révolutionnaire en lutte contre la junte militaire. La direction du PC, en prenant une fois de plus le PS pour cible, choisit de dédouaner GISCARD.

## Communiqué du 23/03/1981 sur le Nicaragua

Le Parti Socialiste condamne les nouvelles attaques d'une extrême gravité de commandos somozistes en territoire nicaraguayen. Il renouvelle son appui au régime sandiniste face à ces tentatives militaires. Seule la paix peut permettre la reconstruction du Nicaragua et l'évolution de la révolution sandiniste dans le respect des principes du pluralisme politique de l'économie mixte et de non-alignement.

## Communiqué du 06/04/1981 sur le Liban

Lorsque plusieurs initiatives ont pour objet la relance d'un processus de paix au Proche-Orient, une nouvelle crise au Liban ne peut que gravement les compromettre.

C'est pourquoi le Parti Socialiste condamne les bombardements syriens sur Zahlé et demande le cessez-le feu immédiat et garanti.

## Communiqué du 14/04/1981 sur la France

Le candidat Giscard d'Estaing prétend sur ses affiches qu'« il se bat pour la paix », mais il n'hésite pas à trouver "indigne" que l'on commémore les Accords d'Evian, signés par un gouvernement dont il était membre et approuvés massivement par référendum.

Ce qui est indigne, c'est de ne pas avoir appliqué les garanties promises par la France aux rapatriés et contenues dans ces Accords.

Ce qui est indigne, c'est d'oser prétendre que François Mitterrand a prononcé pour la première fois le mot "rapatriés" alors qu'il a été dès 1965, le premier à déposer une proposition de loi d'indemnisation conforme aux déclarations gouvernementales du 19 mars 1962, dites Accords d'Evian.

## Communiqué du 15/04/1981 sur le Liban

LIBAN : LE PARTI SOCIALISTE RECOIT UNE DELEGATION DU M.N.L.  
Manque

## Communiqué du 05/05/1981 sur l'Irlande

Le Parti Socialiste rappelle la démarche qu'il a faite dès le 24 avril auprès de Madame Thatcher afin d'obtenir la reconnaissance du statut de prisonnier politique pour Bobby Sands et ses amis, afin d'obtenir aussi du gouvernement britannique une solution humanitaire immédiate concernant la situation carcérale en Irlande du Nord.

Le refus du gouvernement britannique augure mal des chances d'arriver à une solution autre que de nouvelles violences et de nouvelles tragédies, comme la mort de Bobby Sands.

## Communiqué du 14/05/1981 sur la CEE

A l'invitation de Monsieur MITTERRAND, le Président de l'Union des Partis Socialistes de la Communauté Européennes, M. Joop DEN UYL sera reçu le vendredi 15 mai à 14h30 au domicile du Président élu.

## Communiqué du 18/06/1981 sur la France

En rendant compte des résultats des élections législatives dans l'Ile de Mayotte, la presse a généralement présenté Monsieur Jean-François HORY comme le candidat soutenu ou investi par le Parti Socialiste. Ceci est inexact. Le Parti Socialiste n'a en effet accordé son soutien, ni a fortiori son investiture, à aucun candidat dans cette circonscription.

## Communiqué du 15/07/1981 sur Maurice

Contrairement à ce que laissait entendre une interview de Monsieur Paul Bérenger, Secrétaire Général du Mouvement Militant Mauricien, par Philippe Decraene, dans le « Monde » du 15 juillet, les responsables du Parti Socialiste n'ont mis nulle réticence à le rencontrer. Monsieur Bérenger ayant sollicité une entrevue dans l'après-midi du jeudi 9 juillet, Madame Véronique Neiertz, Secrétaire Nationale chargée des Relations Internationales, a proposé une rencontre le 9 juillet à 14 heures qui a été décommandée à l'initiative du Mouvement Militant Mauricien.

## Communiqué du 30/07/1981 sur le Royaume-Uni

Trois parlementaires socialistes font partie de la mission organisée par la Fédération Internationale des Droits de l'Homme qui part le 31 juillet s'informer du sort des prisonniers politiques en Irlande du Nord : Il s'agit de Paulette Nevoux, Bernard Parmentier et Bernard Poignant.

## Communiqué du 10/09/1981 sur le Royaume-Uni

Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste et Véronique Neiertz, secrétaire nationale chargée des relations internationales recevront vendredi 11 septembre à 15 heures au siège du Parti socialiste M. Owen Carron député républicain d'Irlande du Nord et M. Sean Sands, frère de Bobby Sands.

## Communiqué du 15/09/1981 sur Grenade

GRENADE : SOUTIEN AU GOUVERNEMENT

Véronique Neiertz, Secrétaire Nationale du Parti Socialiste Français chargée des Relations Internationales, a reçu Mardi 15 septembre à Paris, Monsieur Unison Whiteman, Ministre du Tourisme de Grenade et Leader du New Jewel Movement Membre de l'Internationale Socialiste. Le Parti Socialiste appuie totalement, comme il l'a déjà fait précédemment, le projet d'aéroport demandé par Grenade aux pays signataires de la Convention de Lomé. Le Parti Socialiste demande au gouvernement français d'intervenir dans ce sens et prend bonne note des légitimes inquiétudes que font naître à Grenade les manifestations d'hostilité tant économiques que militaires de l'administration Reagan au régime de Maurice Bishop.

## Communiqué du 02/10/1981 sur Haïti

### HAÏTI

En décidant de refouler ces malheureux chez eux, au besoin sous la menace des armes, le gouvernement des Etats-Unis ne peut ignorer qu'il les livre ainsi à un régime qui fait de la répression un moyen de gouvernement. Je souhaite que le gouvernement français puisse intervenir auprès des autorités américaines pour qu'elles reviennent sur cette décision et usent de leur influence pour qu'Haïti accède à la démocratie.

## Communiqué du 20/10/1981 sur Andorre

Une délégation du Parti Démocrate Andorran, parti illégal au terme de la Loi Andorrane de 1958, comprenant MM. BEAL, BARTUMEU, et Mme MAS, a été reçue mardi 20 Octobre par Véronique NEIERTZ, Secrétaire Nationale du Parti Socialiste, chargée des Relations Internationales. La délégation andorrane a attiré l'attention du PS sur le fait qu'en Andorre dont l'un des Co-princes est le Président de la République Française, François MITTERRAND, partis et syndicats sont interdits. Elle souhaite l'abrogation du décret Giscard du 15 Janvier 1981 et l'adoption d'une procédure qui permette aux Andorrans d'accéder à la démocratie.

## Communiqué du 17/11/1991 sur Grenade

Jacques Huntzinger, Secrétaire National adjoint aux Relations Internationales du Parti Socialiste a reçu le 16 novembre 1981 Monsieur George Louison, Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural de Grenade et Dirigeant du New Jewel Movement.

Le Parti Socialiste a renouvelé sa solidarité au New Jewel Movement, parti au gouvernement face aux difficultés que son pays rencontre et exprimé sa volonté de renforcer les liens entre les deux partis.

## Communiqué du 11/12/1981 sur Haïti

En vingt-quatre années de pouvoir exercé par la dynastie duvaliériste, le bilan est catastrophique.

La corruption du régime, l'absence de projet de développement national, la terreur pratiquée par les tontons macoutes ont conduit un million de haïtiens à l'exil. Ces derniers mois, la famine a atteint une telle ampleur que par milliers les haïtiens ont fui leur pays dans des conditions dramatiques.

Face à cette situation, le parti socialiste dénonce la responsabilité d'un gouvernement qui a sans cesse violé les droits les plus élémentaires de ses citoyens. Il lui demande de libérer les prisonniers politiques et de respecter les libertés démocratiques.

Le parti socialiste salue le courage des patriotes haïtiens et leur réaffirme sa solidarité dans la lutte qu'ils mènent pour l'instauration d'un régime démocratique et la conquête du droit de vivre décemment dans leur pays.

Le parti socialiste fera en sorte que les réfugiés haïtiens puissent trouver refuge et assistance sur le territoire français.

## Communiqué du 23/12/1981 sur le Maroc

MAROC : après l'expulsion de la Commission internationale

Ils ont apporté à Antony Gifford, Robert Charles Goffin, Antoine Lazarus, Antoine Sanguinetti, Mustapha Seck, le témoignage de la solidarité du Parti Socialiste à l'égard de la mission humanitaire dont ils avaient accepté de se charger.

## 1982

### Communiqué du 04/01/1982 sur la Turquie

#### RÉPRESSION EN TURQUIE

Le Parti Socialiste souligne que la Turquie est membre du Conseil de l'Europe et liée par un accord d'association avec la CEE, ce qui lui impose le strict respect des libertés démocratiques dont rien ne peut justifier la suppression.

### Communiqué du 06/01/1982 sur l'Algérie

Une rencontre a eu lieu mercredi 6 janvier, entre monsieur Chabou, attaché culturel de l'ambassade d'Algérie en France et Chantal Pérez, déléguée générale aux luttes internationales des femmes.

Chantal Perez fit part des préoccupations des socialistes, quant à certains amendements très restrictifs de ce projet de loi, concernant le statut des femmes. Elle fit remarquer que la famille était la base de toute société, mais aussi le premier lieu d'exploitation. Il ne s'agit pas pour le parti socialiste d'ingérence dans la vie politique d'un pays ami, mais il est de la responsabilité de chaque socialiste de réfléchir et d'aider à l'évolution des mentalités. Chantal Pérez rappela la place prise par les femmes lors de la guerre de décolonisation et remarquer que Djamila Boupacha et Djamila Boumired étaient entrées dans l'histoire de par leurs faits de résistance.

### Communiqué du 25/02/1982 sur l'Éthiopie

Une nouvelle offensive de grande envergure vient d'être lancée en Erythrée par l'armée éthiopienne ; plus de 100000 hommes sont engagés avec l'appui de conseillers soviétiques et, semble-t-il, de troupes sud-yéménites.

### Communiqué du 08/03/1982 sur le Guatemala

Guatemala : une farce électorale

Au Guatemala, en juin 1954, a été mis fin par la force à l'expérience démocratique qu'un fort mouvement populaire avait établie au lendemain de la guerre. Dès lors, le contrôle de l'armée sur la vie politique n'a cessé de croître jusqu'à devenir prédominant. Depuis 1970, chaque « élection » présidentielle a porté au pouvoir un général.

Le 7 mars 1982, le peuple guatémaltèque est à nouveau convoqué à un simulacre d'élection. Or, depuis quelques mois, la répression est arrivée à un sommet jamais atteint auparavant : plus de 10000 morts en 1981.

Dans ces conditions, le Parti Socialiste se joint à l'ensemble des forces politiques d'opposition pour dénoncer cette farce électorale et leur réaffirme sa solidarité dans leur combat pour l'établissement de conditions permettant de véritables élections démocratiques.

### Communiqué du 12/03/1982 sur la Turquie

L'ouverture d'une nouvelle enquête contre Bülent ECEVIT, ancien premier ministre turc, et 132 parlementaires du PRP marque une nouvelle étape dans l'escalade qui conduit à la liquidation de toute opposition démocratique. Le P.S. condamne vigoureusement cette nouvelle atteinte aux libertés et exprime sa préoccupation quant au sort de tous les nouveaux inculpés.

### Communiqué 15/03/1982 Europe de l'Est

Le gouvernement du général Jaruzelsky mène actuellement une série de procès politiques contre des polonais qui avaient soutenu ou animé le populaire mouvement de « solidarité ». En particulier, les dirigeants du KOR (comité d'auto-défense sociale) sont directement visés pour leurs opinions politiques et Lech Walesa est "entendu" par la police pendant des heures.

Face à cette accentuation de la répression politique, le PS réaffirme une fois encore son soutien aux polonais menacés de prison ou condamnés pour leur soutien aux idéaux de la liberté et de la démocratie. Ce ne sont pas les procès politiques qui apporteront une solution politique aux difficultés dont la Pologne continue à souffrir. L'entente nationale est plus que jamais nécessaire en Pologne. Le PS soutiendra toute action en ce sens. Il condamne toute atteinte au droit, en Pologne comme en Turquie, en Europe comme hors d'Europe.

### Communiqué du 23/03/1982 sur Israël

A propos de la dissolution de la municipalité d'El Bireh

Venant après l'annexion du Golan, cette mesure et les violences qui l'ont suivie, risquent d'entraîner une annexion rampante de la Cisjordanie.

Convaincu qu'aucune paix juste et durable dans la région ne pourra s'établir sans le peuple palestinien, le Parti Socialiste demande que soit restaurée l'autorité de la municipalité d'El Bireh et que soient garanties la liberté et la sécurité des maires palestiniens élus.

### Communiqué du 31/03/1982 sur le Sahara Occidental

Monsieur Jacques HUTZINGER, Secrétaire National aux Relations Internationales, a reçu, Mercredi 31 mars au siège du Parti Socialiste, Monsieur Ahmed SIDATI, Ministre conseiller auprès du Premier Ministre de la République Arabe Sahraouie Démocratique.

Le Parti Socialiste a rappelé sa position de principe en faveur du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui par l'organisation d'un référendum juste et régulier sous les auspices des instances internationales.

Le Parti Socialiste a tenu à marquer son émoi devant le danger d'escalade militaire et de radicalisation d'un conflit dans lequel s'impliqueraient davantage les grandes puissances extérieures à la région.

De ce point de vue, le PS exprime sa préoccupation devant l'appui militaire accru des Etats-Unis au régime marocain.

Le PS accueille avec satisfaction l'ouverture d'une représentation du Front POLISARIO à Paris et souhaite que s'établisse un dialogue direct entre toutes les parties en conflit, conformément aux recommandations de l'ONU et de l'OUA nécessaires à l'apaisement et à l'élaboration d'une solution raisonnable du conflit du Sahara occidental.

### Communiqué du 01/04/1982 sur l'Argentine

Le Parti Socialiste proteste contre la violente répression dont ont été victimes les travailleurs et les démocrates argentins qui manifestaient Mardi, à Buenos Aires et dans plusieurs villes d'Argentine.

### Communiqué du 14/04/1982 sur la Turquie

Contre la répression en Turquie

A nouveau, la répression contre les forces démocratiques s'aggrave en Turquie : reprise du procès des cinquante - deux dirigeants de la Centrale Syndicale DISK, menacés de très lourdes condamnations, emprisonnement de leur principal défenseur Maître Apeytin, arrêté avec les autres membres du Comité de la Paix, nouvelles poursuites exercées contre notre camarade Billent Ecevit, ancien Premier Ministre.

Le Parti Socialiste, inquiet des informations concernant tant l'absence des garanties judiciaires normales que la pratique systématique de sévices dans de nombreux lieux de détention, rappelle une fois encore que l'appartenance de la Turquie au Conseil de l'Europe doit lui imposer l'obligation de respecter particulièrement strictement les Droits de l'Homme. Il demande à nouveau le plein rétablissement des libertés politiques en Turquie.

### Communiqué du 28/04/1982 sur l'Argentine

Soutien aux mères de la place de Mai

Jeudi 29 avril 1982, les mères de la place de Mai seront rassemblées et le Parti Socialiste leur réaffirme son soutien dans leur combat contre la dictature militaire.

Communiqué du Secrétariat National aux Relations Internationales — 28 avril 1982

### Communiqué du 19/05/1982 sur le Chili

ANSELMO SULE, Premier Secrétaire du Parti Radical chilien et vice-Président de l'Internationale Socialiste a effectué une visite en France du 17 au 19 Mai 1982.

Par ailleurs sous la Présidence de Guy VADEPIED, député socialiste de l'Oise en la présence de Laurent AUBLIN représentant Louis MERMAZ, Président de l'Assemblée Nationale et de Nicole BOURDILLAT, une réunion a eu lieu le 17 Mai à l'Assemblée Nationale en l'honneur d'ANSELMO SULE.

Par ces contacts avec le Parti Radical, tout comme avec d'autres composantes de la gauche chilienne, le Parti Socialiste réaffirme sa solidarité avec le peuple chilien dans sa lutte pour le rétablissement de la démocratie.

### Communiqué du 24/05/1982 sur l'Ouganda

Le Secrétariat International du Parti Socialiste tient à manifester sa très profonde préoccupation devant la gravité de la situation en Ouganda. Il est conscient de ce que le gouvernement de Monsieur Milton Obote avait à assumer un héritage extrêmement difficile, après la chute du régime d'Idi Amine Dada. Mais il estime que le gouvernement de Kampala n'a pas su faire la preuve d'une véritable volonté de réconciliation nationale. Les renseignements surs dont il peut disposer l'incitent à penser que s'accélère un mécanisme de répression sanglante et aveugle, à arrière-fond tribaliste, qui contribue à maintenir le pays dans le chaos. A l'heure où l'Ouganda sollicite des institutions internationales des prêts d'un montant extrêmement élevé, le P.S. demande que, tout en déployant le maximum de moyens pour apporter une aide au peuple d'Ouganda, la communauté internationale définisse son appui financier au gouvernement de Kampala selon la volonté que celui-ci marquera de respecter les droits de l'homme et d'œuvrer pour le retour de la paix civile.

### Communiqué du 05/06/1982 Europe de l'Est

La disparition de Virgil Tanase

Depuis plus de dix jours, la famille et les amis de Virgil Tanase, écrivain d'origine roumaine et de nationalité française, sont sans nouvelles de lui.

Le Parti Socialiste exprime sa très grande inquiétude devant cette étrange disparition et souhaite que toute la lumière soit faite le plus rapidement possible sur cette affaire.

### [Communiqué du 10/06/1982 sur le Salvador](#)

COMMUNIQUE DU SECRETARIAT INTERNATIONAL DU P.S.

Lionel JOSPIN, Premier Secrétaire du Parti Socialiste et Jacques HUNTZINGER, Secrétaire National aux Relations Internationales ont reçu GUILLERMO MANUEL UNGO, Secrétaire Général du M.N.R., Président du F.D.R., à l'occasion de sa participation au séminaire de l'ISER, sur "EMANCIPATIONS NATIONALES ET NOUVEL INTERNATIONALISME".

Les événements survenus au cours des derniers mois - tenue d'élections avec exclusion du Parti du F.D.R., - crise lors de la désignation du Président, poursuite de la guerre civile - n'ont pas permis de sortir de la crise que connaît ce pays depuis 1979. Dans ce contexte, seul un processus de négociation entre toutes les organisations représentant le peuple salvadorien peut ramener la stabilité et la paix.

Il devra aboutir à une véritable démocratie impliquant l'organisation régulière d'élections sans fraude, dans le cadre d'une totale liberté d'expression permettant un réel fonctionnement du pluralisme.

### [Communiqué du 14/06/1982 sur le Zaïre](#)

Le Parti Socialiste français a pris acte avec intérêt des intentions manifestées par les autorités zaïroises de permettre à Amnesty International et à la Croix Rouge d'accéder à toutes informations sur les conditions de détention des prisonniers politiques au Zaïre.

### [Communiqué du 21/06/1982 sur le Liban](#)

Le Parti socialiste a fait connaître à plusieurs reprises son émotion devant les tragiques événements du Liban. C'est pourquoi le Parti socialiste apporte son soutien à la manifestation organisée mardi 22 juin à Paris à l'appel des organisations syndicales CGT CFDT FEN.

### [Communiqué du 23/08/1982 sur le Proche-Orient](#)

Jacques HUNTZINGER, Secrétaire International du Parti Socialiste, a quitté Paris le lundi 23 août pour se rendre à Beyrouth, dans le cadre de la mission de l'Internationale Socialiste sur le Moyen-Orient, présidée par Mario SOARES.

Elle rencontrera le représentant du gouvernement libanais, le Parti Socialiste Progressiste dirigé par Walid JUMBLATT, lequel est le parti membre de l'Internationale Socialiste dans cette région, ainsi que d'autres personnes.

### [Communiqué du 07/09/1982 sur la Pologne](#)

Le Parti Socialiste proteste vigoureusement contre l'inculpation qui a été notifiée aux militants du KOR. Déjà incarcérés depuis le coup d'Etat du 13 décembre 1981, ils ne sauraient être tenus pour responsables de la manifestation d'une volonté populaire qui s'est exprimée le 31 août dernier.

### [Communiqué du 22/10/1982 sur le Salvador](#)

Le Parti socialiste proteste contre l'arrestation de cinq dirigeants du F.D.R. Mauricio Domenach, Jorge Herrera, David Guadron du M.N.R., Carlos Molina du MIPTES et de Luis Menjivar du M.P.S.C., par les forces armées salvadoriennes.

Ces détentions à l'encontre de dirigeants agissant publiquement au Salvador démentent toutes les affirmations tant du gouvernement, salvadorien que de l'administration Reagan, concernant les prétendues améliorations des Droits de l'Homme au Salvador.

Le Parti socialiste rappelle qu'il soutient tous les efforts du F.D.R. pour une solution politique négociée afin de rétablir la paix et la démocratie dans ce pays.

(Communiqué de Jacques Huntzinger secrétaire national aux Relations Internationales)

### [Communiqué du 03/11/1982 sur le Guatemala](#)

Massacres au Guatemala

Afin de manifester sa solidarité avec le peuple guatémaltèque, Nicole Bourdillat, Responsable du Secteur Amérique Latine au Parti Socialiste, sera présente le jeudi 4 novembre à l'Ambassade du Guatemala en France.

## Communiqué du 10/11/1982 sur le Brésil

### Elections au Brésil

Le Parti socialiste se félicite de cette évolution allant dans le sens d'un retour à la démocratie. Cette démocratisation encore fragile se verrait consolidée si les partis populaires et progressistes, malgré un mode de scrutin qui leur est très défavorable trouvaient la place qui leur revient dans les institutions comme semblent l'indiquer les divers pronostics.

Cette échéance au Brésil revêt une importance toute particulière et on la replace dans le cadre d'une situation évolutive dans tout le Cône Sud où les régimes dictatoriaux sont confrontés à une crise structurelle.

## Communiqué du 07/12/1982 sur le Guatemala

### Guatemala

Or le Guatemala connaît une situation des plus dramatique car, si aucun prisonnier politique n'est connu à ce jour (ou si peu), on parle de 3000 morts depuis le coup d'Etat du 23 mars 1982. Comme l'avait déclaré le général Rios Montt «tout se résout à coups de pistolets», et le récent témoignage sur le Guatemala, qu'a publié Amnesty, est là pour traduire les atrocités d'une telle répression, si peu connue par ailleurs. Les victimes sont surtout à dénombrer, chez les paysans indiens, femmes et enfants y compris; l'armée pratique une politique de terre brûlée consistant à détruire leurs récoltes, elle effectue le déplacement forcé des paysans les entraînant à fuir ce qui crée une véritable masse de réfugiés à l'intérieur du pays.

C'est pourquoi le Parti socialiste, au nom des principes humanitaires, tient à réaffirmer son soutien à tous ceux qui luttent pour sauver leur vie et leurs terres et pour empêcher la prolifération des massacres de paysans indiens, victimes d'une répression brutale. Les socialistes français expriment donc leur inquiétude devant le fait qu'une aide militaire soit accordée à un régime qui laisse subsister une situation d'affrontement entre des terroristes de tous bords dont est victime la population civile, notamment de femmes et d'enfants désarmés par la faim et la peur, sans abri et sans terre pour vivre.

(Communiqué de Jacques Huntzinger et Michel de la Fournière)

## Communiqué du 09/12/1982 sur l'Afghanistan

Le 27 décembre 1979, il y aura bientôt trois ans de cela, les troupes soviétiques, violant tous les principes du droit international, envahissaient l'Afghanistan. Depuis, la résistance acharnée conduite par l'immense majorité du peuple afghan, n'a pu être brisée par les opérations de nettoyage et par la famine.

## Communiqué du 17/12/1982 sur le Paraguay

Le Parti socialiste proteste contre l'arrestation de Domingo Laino, dirigeant du PIRA. Cette mesure qui survient à la suite de la publication de son livre sur l'ancien dictateur du Nicaragua, le général Somoza est une preuve supplémentaire de l'absence de libertés tant individuelles que collectives au Paraguay.

## 1983

## Communiqué 08/02/1983 sur le Salvador

### Salvador

Lionel Jospin a reçu le 8 février Guillermo Ungo, président du FDR (Front démocratique révolutionnaire), secrétaire général du MNR (Mouvement national révolutionnaire).

Il a réaffirmé la solidarité du PS avec la lutte du peuple salvadorien pour conquérir la démocratie et la justice sociale.

Guillermo Ungo a souligné l'obstacle à la paix que représente l'intervention militaire des Etats-Unis. Le président du FDR et le 1er secrétaire du PS ont conclu qu'il importait d'intensifier les efforts en faveur d'une solution négociée. Dans ce contexte, la déclaration franco-mexicaine demeure pleinement d'actualité. A cet effet, les deux dirigeants ont convenu de poursuivre les relations étroites entre les deux organisations.

## Communiqué du 14/03/1983 sur la Chine

Une délégation du Parti communiste chinois composée de M. Hu Qili, membre du secrétariat du Comité central du Parti communiste chinois, de M. Qian Liren, directeur—adjoint du département des liaisons internationales du Comité central du PCC, et de M. Wang Lingqing, responsable pour l'Europe au département des liaisons internationales du CC du PCC, s'est rendue au siège du Parti socialiste le lundi 14 mars 1983 dans l'après-midi. La délégation était accompagnée par M. Cao Keqiang, nouvel ambassadeur de Chine en France. Elle a rencontré une

délégation du PS composée de Jacques Huntzinger, secrétaire national aux relations internationales, Jean Prunteau, secrétaire national aux études, et Philippe Farine, délégué national aux relations internationales. Après une séance de travail deux heures, elle a été reçue par Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste. Le Parti socialiste a ensuite offert un cocktail à la délégation du PCC.

### Communiqué du 15/03/1983 sur le Viet Nam

Le parti socialiste s'élève contre l'agression commise par l'armée vietnamienne à la frontière khméro-thaïlandaise. Il souligne que l'offensive vietnamienne a pris pour cible un camp de réfugiés civils à Nong-Chan, et s'est déroulée partiellement en territoire thaïlandais. Seule une solution négociée appuyée sur le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes pourra mettre fin au drame du Cambodge et de ses réfugiés.

### Communiqué du 15/03/1983 sur le Brésil

Jacques HUNTZINGER, Secrétaire National aux Relations Internationales, représentera le 15.03.83 le Parti Socialiste, aux cérémonies d'investiture des nouveaux gouverneurs de RIO, Monsieur Leonel BRIZOLA et de SAO PAULO, Monsieur Franco MONTORO.

### Communiqué du 18/03/1983 sur la Bolivie

A l'invitation du Gouvernement Bolivien et de l'Association Latino - Américaine des Droits de l'Homme, Nicole BOURDILLAT, Responsable du Secteur Amérique Latine se rendra à La Paz pour participer à la conférence Internationale sur " Droits de l'Homme et récupération Démocratique " les 19 et 20 Mars 83.

### Communiqué du 18/04/1983 sur l'Iran

Depuis le 15 Avril, le port du tchador est obligatoire dans les rues d'Iran vient de décider une circulaire du Conseil suprême de la justice de ce pays. Les femmes prisent en « flagrant délit » encourrent une peine de un mois à un an de prison.

### Communiqué du 19/04/1983 sur le Liban

#### L'ATTENTAT DE BEYROUTH

Les forces du désespoir, les partisans de la solution du pire ont une fois encore démontré leur terrible détermination au Liban.

Après l'assassinat du Dr. Issam Sertouy, homme de paix et de dialogue, au Congrès de l'Internationale Socialiste, une organisation qui cherche précisément à promouvoir le dialogue et la recherche d'une paix juste, le terrible attentat contre l'Ambassade américaine à Beyrouth contribue à assombrir encore l'horizon politique et diplomatique du Proche-Orient. Lionel Jospin a présenté au nom du Parti Socialiste ses condoléances à Evan Galbraith, Ambassadeur des Etats-Unis à Paris.

La France, qui s'est engagée plus que toute autre nation en faveur de la souveraineté et de l'intégrité du Liban, a elle aussi payé le prix du terrorisme, depuis la mort de Louis Delamare et les attentats contre le personnel diplomatique et l'Ambassade. C'est pour nous une raison de plus de poursuivre, avec plus de détermination encore, la tâche que nous nous sommes assignée, avec les autres membres de la force multinationale : aider à la reconstruction d'un Liban souverain, libéré de la présence des troupes étrangères, et participer à la protection et à la sécurité de toutes les populations civiles vivant dans ce pays.

### Communiqué du 17/06/1983 sur la Yougoslavie

#### YUGOSLAVIE

Il aura des entretiens avec Mitja Ribicic, Président de la Présidence de la Ligue Communiste Yougoslave et avec Jovan Dejanovic, Président de la Conférence Fédérale de l'Alliance Socialiste du peuple travailleur de Yougoslavie.

Il sera également reçu par Madame Pelanc, Chef du Gouvernement Yougoslave, et par Monsieur Spiljac, Vice-Président de la République socialiste fédérative de Yougoslavie.

### Communiqué du 20/06/1983 sur le Maroc

Attaché à tout progrès de la démocratie, le parti socialiste enregistre avec satisfaction l'existence désormais légale, de 14 partis politiques marocains, à la veille du déroulement de consultations électorales importantes au niveau local et national.

Le parti socialiste tient à souligner les conditions curieuses du déroulement le 16 mai du procès de ces militants et s'étonne des lourdes peines qui les ont frappés.

Le parti socialiste demande que soient sérieusement examinées les charges qui ont pu être retenues contre les inculpés et leur mise en liberté provisoire dans l'attente d'un nouveau jugement.

Le parti socialiste souhaite également rappeler à cette occasion son soutien à tous les socialistes marocains.

### Communiqué du 11/07/1983 sur le Liban

Le Parti socialiste exprime sa vive inquiétude à propos de la situation des droits de l'homme sur l'ensemble du territoire libanais.

Dans la zone occupée par les troupes israéliennes, les forces paramilitaires, dont les milices de Saad Haddad, se livrent à des exactions contre les civils libanais et palestiniens, à Saïda et dans tout le Sud. Au centre d'El Ansar, plus de 5 000 personnes sont toujours emprisonnées au mépris des conventions de Genève. Le Parti socialiste demande que des garanties internationales, pouvant comporter le déploiement de la FINUL, soient prises pour assurer la sécurité des populations civiles et réfugiées au Sud-Liban.

### Communiqué du 12/09/1983 sur la Haute-Volta

Jacques Huntzinger, secrétaire national aux relations internationales du parti socialiste se rendra en Haute-Volta du 12 au 13 septembre 1983. Il rencontrera le capitaine Sankara - chef d'Etat - et différents dirigeants politiques.

### Communiqué du 28/09/1983 sur le Liban

Le Parti socialiste s'est réjoui de l'arrêt des combats au Liban, le 26 septembre. Il souhaite que ce cessez-le-feu soit durable, qu'il permette le retour dans leurs foyers des personnes déplacées depuis 1975 et la reprise du nécessaire dialogue national. La convocation, prévue par cet accord, d'une « conférence de réconciliation », réunissant les représentants du gouvernement légal et des différentes forces politiques libanaises, doit être un premier pas vers la restauration de la paix civile. Le Parti socialiste soutient tous les efforts visant à définir une « entente nationale », acceptable par l'ensemble des libanais. Le respect de cette « entente nationale » doit garantir la souveraineté de l'Etat Libanais et faciliter le départ de toutes les forces étrangères du territoire libanais.

La force multinationale a été envoyée il y a plus d'un an. Son action a été utile : elle a été une force d'interposition entre les armées en présence au cœur de Beyrouth, et elle a agi constamment comme une force de paix, parfois même au prix de la vie d'officiers et de soldats français. Depuis lors, l'évolution rapide de la situation a montré les limites de son action. La crise récente révèle que le Liban peut devenir l'enjeu d'un conflit Est-Ouest qui serait fatal pour son intégrité territoriale. Le Parti socialiste estime que l'ONU doit prendre ses responsabilités et que, notamment, la présence d'observateurs internationaux dans les zones d'affrontement serait une garantie supplémentaire de l'actuel cessez-le-feu.

### Communiqué du 14/10/1983 sur le Tchad

A la demande du Parti Socialiste, plusieurs entretiens ont eu lieu à PARIS, du 28 septembre au 14 octobre 1983, entre un représentant du CCFAN et le Secrétariat International du Parti Socialiste. Ces entretiens ont porté sur l'analyse de la situation au Tchad et sur les moyens de faciliter un retour de la paix dans ce pays. Les relations ainsi établies seront poursuivies.

### Communiqué du 17/12/1983 sur le Viet Nam

Jacques HUNTZINGER, Secrétaire National aux Relations Internationales du Parti Socialiste a eu un entretien à Paris avec Monsieur NGUYEN CO THACH.

### Communiqué du 21/10/1983 sur Grenade

Indigné par l'assassinat de Maurice BISHOP, dirigeant du NEW JEWEL MOUVEMENT et Premier Ministre de Grenade ainsi que de plusieurs de ses proches collaborateurs, le Parti Socialiste dénonce tous les actes de violences et atteintes aux Droits de l'Homme et condamne les dirigeants civils et militaires à Grenade qui les ont fomentés...

## Communiqué du 25/10/1983 sur le Chili

Jacques HINTZINGER a invité Ricardo NUÑEZ de la Direction Nationale du Parti Socialiste du Chili, coordinateur du bloc socialiste à participer à la Conférence de Presse qu'il donnera le Mercredi 26 Octobre à 11 H 00 au Siège du Parti Socialiste.

## Communiqué du 02/11/1983 sur l'Argentine

Le Parti Socialiste se réjouit que le peuple argentin après sept ans de dictature militaire ait pu retrouver le chemin de la démocratie. La majorité absolue obtenue par Raul Alfonsin, candidat de l'Union Civique Radicale, marque l'incontestable confiance que les Argentins ont en lui pour fortifier la démocratie rétablie et sortir le pays de la crise économique.

Lionel JOSPIN.

## Communiqué du 24/11/1983 sur le Tchad

Plusieurs entretiens ont eu lieu à PARIS, du 16 au 23 novembre 1983, entre une délégation du Conseil Démocratique Révolutionnaire (C.D.R.) du TCHAD et le Secrétariat International du Parti Socialiste. Ces entretiens ont porté sur l'analyse de la situation au TCHAD et sur les moyens de faciliter un retour de la paix dans ce pays. Les relations ainsi établies officiellement seront poursuivies.

## Communiqué du 06/12/1983 sur la Chine

Une délégation du Parti Communiste Chinois, conduite par Mr GENG BIAO, Président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée Populaire Nationale et vice-président de cette assemblée, membre du Comité permanent de la Commission centrale des Conseillers du PCC est en visite officielle en France à l'invitation du Parti Socialiste Français, du dimanche 4 au mercredi 14 décembre.

Celle-ci est reçue au siège du Parti Socialiste par une délégation conduite par son premier secrétaire Lionel JOSPIN, pour une série d'entretiens politiques. Elle sera également reçue à l'Assemblée Nationale par Monsieur Claude ESTIER, Président de la Commission des Affaires Etrangères. La délégation chinoise doit en outre visiter le département du Nord du 8 au 10 décembre.

Les visites comprennent les Usines de CLEON de la Régie RENAULT, ainsi que les installations USINOR de DUNEKRQUE.

Le programme culturel comprend la visite du Louvre, du Château de Versailles et une représentation de Lucia di Lammermoor à l'Opéra du Nord.

Il s'agit de la première visite officielle du Parti Communiste Chinois à un parti non communiste d'Europe.